

Question n° 156 de M^{me} Maggie De Block du 13 octobre 2004 (N.) à la ministre de l'Emploi et de la Protection des consommateurs:

Travail à domicile. — Élaboration d'un cadre juridique cohérent.

Lors du Conseil des ministres qui s'est tenu pendant deux jours, les 16 et 17 janvier 2004, à Gembloux, le gouvernement a décidé de donner une place à part entière au travailleur à domicile. Il a été convenu qu'un cadre juridique cohérent adapté à la réalité du travail à domicile et contenant les garanties nécessaires en matière de protection du travail et de protection de la vie privée serait élaboré pour le travailleur à domicile.

Un certain nombre de problèmes dans les domaines notamment des accidents de travail, de l'adaptation du droit du travail au travail à domicile et du Règlement général pour la protection du travail (RGPT) se posaient encore et seraient examinés par le gouvernement.

1.
 - a) Qu'en est-il de l'élaboration d'un cadre juridique cohérent pour le travail à domicile?
 - b) Dans quel délai cette question devrait-elle être définitivement réglée?
2.
 - a) En ce qui concerne le problème de la preuve pour les travailleurs à domicile victimes d'un accident du travail, a-t-on examiné, en collaboration avec les assureurs, s'il existe une possibilité de couverture 24 heures sur 24 pour le risque d'accident du travail?
 - b) Dans l'affirmative, quelles étaient les conclusions de cette discussion?
 - c) Dans la négative, quand ce problème sera-t-il abordé?
3.
 - a) Le gouvernement apportera-t-il, conformément à ce qui a été prévu à Gembloux, les modifications nécessaires au Règlement général pour la protection du travail, d'ici la fin de l'année 2004?

Vraag nr. 156 van mevrouw Maggie De Block van 13 oktober 2004 (N.) aan de minister van Werk en Consumentenzaken:

Thuiswerk. — Uitwerking van een sluitend juridisch kader.

Tijdens de tweedaagse Ministerraad van 16 en 17 januari 2004 in Gembloux besliste de regering om de thuiswerker een volwaardige plaats te geven. Er werd vooropgesteld dat er een sluitend juridisch kader zou komen voor de thuiswerker aangepast aan de realiteit van dit thuiswerk en met de nodige waarborgen voor arbeidsbescherming en bescherming van de privacy.

Er stelden zich nog een aantal knelpunten, zoals op het vlak van arbeidsongevallen, de afstemming van het arbeidsrecht op thuiswerk en het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming (ARAB). Die knelpunten zou de regering nog bekijken.

1.
 - a) Hoever staat u met het uitwerken van een sluitend juridisch kader voor thuiswerk?
 - b) Welke timing wordt vooropgesteld om deze aangelegenheid volledig te regelen?
2.
 - a) Werd inzake het bewijsprobleem voor thuiswerkers die een arbeidsongeval hebben samen met de verzekeraars onderzocht of er een 24-urendekking voor het risico van arbeidsongevallen mogelijk is?
 - b) Zo ja, wat waren de conclusies?
 - c) Zo neen, wanneer zal dit probleem worden aangepakt?
3.
 - a) Zal de regering zoals vooropgesteld in de teksten van Gembloux tegen einde 2004 de nodige aanpassingen in het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming aanpassen?

b) De quelles modifications s'agit-il concrètement ?

4.

a) En ce qui concerne l'adaptation du droit du travail au travail à domicile, a-t-on déjà demandé au Conseil national du travail (CNT) de formuler des propositions relatives à l'application des horaires de travail, à la protection de la maternité et à la suspension du contrat de travail ?

b) Dans l'affirmative, quelles étaient les recommandations ?

c) Dans la négative, quand pourra-t-on disposer de ces recommandations ?

Réponse de la ministre de l'Emploi et de la Protection des consommateurs du 3 décembre 2004, à la question n° 156 de M^{me} Maggie De Block du 13 octobre 2004 (N.):

Je renvoie à ma réponse à la question n° 125 du 17 septembre 2004 que vous avez posée et qui concerne le même objet. (*Questions et Réponses*, Chambre, 2004-2005, n° 51, p. 7729.)

L'avis du Conseil national du travail a été demandé mais celui-ci préfère implémenter d'abord l'Accord-cadre européen. Afin d'éviter le double travail, il vaut mieux que nous attendions la transposition, par les partenaires sociaux, de l'Accord-cadre européen en CCT avant d'opérer des modifications nous-mêmes. Cet accord doit être transposé le 16 juillet 2005 au plus tard. Si cela n'est pas le cas, nous prendrons en main ce dossier.

En ce qui concerne le problème relatif à la preuve pour les travailleurs à domicile qui ont un accident du travail, les discussions ont été entamées avec les assureurs afin de voir si une couverture de 24 heures est possible pour le risque d'accident du travail. On cherche plusieurs solutions pour garantir la protection nécessaire aux travailleurs à domicile.

En ce qui concerne la réglementation sur les accidents du travail, la jurisprudence et la doctrine actuelles interprètent très largement la notion d'accidents du travail.

Il est également peu approprié pour le télétravail d'élaborer en la matière une réglementation rigide, car dès lors il serait porté atteinte à la souplesse du système qui est propre au télétravail.

Afin de quand même introduire une certaine limitation, l'employeur peut déterminer contractuellement avec son travailleur/travailleuse à domicile durant quelle période de la journée le travailleur à domicile est supposé être à la disposition de son employeur. Cela signifierait que les accidents qui se produisent en dehors de la période posée ne sont pas considérés comme des accidents du travail.

b) Over welke aanpassingen gaat het concreet ?

4.

a) Werd inzake de afstemming van het arbeidsrecht op het thuiswerk aan de Nationale Arbeidsraad (NAR) reeds gevraagd voorstellen te formuleren met betrekking tot de toepassing van de arbeidsuurregeling, de moederschapsbescherming en de schorsing van de arbeidsovereenkomst ?

b) Zo ja, wat waren de aanbevelingen ?

c) Zo neen, tegen wanneer worden deze aanbevelingen verwacht ?

Antwoord van de minister van Werk en Consumentenzaken van 3 december 2004, op de vraag nr. 156 van mevrouw Maggie De Block van 13 oktober 2004 (N.):

Ik verwijs naar mijn antwoord op de door u gestelde parlementaire vraag nr. 125 van 17 september 2004 die dezelfde zaak betreft. (*Vragen en Antwoorden*, Kamer, 2004-2005, nr. 51, blz. 7729.)

Aan de Nationale Arbeidsraad is advies gevraagd doch zij opteren eerst het Europese Kaderakkoord te implementeren. Om dubbele arbeid te vermijden, wachten we tot de sociale partners het Europees Kaderakkoord omgezet hebben in een CAO vooraleer we zelf wijzigingen gaan doorvoeren. Ten laatste op 16 juli 2005 moet dit akkoord omgezet zijn. Indien dit niet het geval is, zullen we zelf dit dossier verder afwerken.

Inzake het bewijsprobleem voor thuiswerkers die een arbeidsongeval hebben, zijn de gesprekken opgestart met de verzekeraars of er een 24-urendekking mogelijk is voor het risico van arbeidsongevallen. Er worden meerdere oplossingen gezocht om de nodige bescherming te garanderen aan de thuiswerkers.

Wat de arbeidsongevallenregeling betreft is het zo dat in de huidige rechtspraak en rechtsleer het begrip arbeidsongeval zeer ruim geïnterpreteerd wordt.

Het is dan ook weinig aangewezen om voor het thuiswerk ter zake een rigide regelgeving uit te werken te meer omdat daardoor afbreuk zou gedaan worden op de soepelheid van het systeem dat eigen is aan het thuiswerk.

Om toch een zekere begrenzing in te voeren, kan de werkgever met zijn werknemer/thuiswerker bij overeenkomst bepalen binnen welke periode van de dag de thuiswerker vermoed wordt ter beschikking te staan van zijn werkgever. Dit zou betekenen dat de ongevallen die zich voordoen buiten de gestelde periode niet als arbeidsongeval in aanmerking komen.

Un certain nombre de dispositions légales et réglementaires (Code sur le bien-être au travail et RGPT) doivent en effet être adaptées par les dispositions en vue de protéger le bien-être des travailleurs, elles ne peuvent être exclues du champ d'application ou elles doivent être adaptées quand c'est nécessaire en vue de protéger les travailleurs à domicile. Ces adaptations doivent cependant rester limitées et ne peuvent concerner, d'une part, que la diversité des lieux de travail, sauf dérogations, et, d'autre part, que la sécurisation des outils de travail qui sont mis à la disposition des travailleurs à domicile.

Une réglementation qui répondrait trop à la diversité des formes sous lesquelles le télétravail/travail à domicile se présente, perdrait son caractère réglementaire général et dériverait vers la casuistique, ce qui est à éviter.

L'article 4 de la loi du bien-être permet de fixer certaines mesures particulières à un arrêté royal afin de tenir compte de la situation spécifique des travailleurs à domicile entre autres.

Pour préparer une réglementation en la matière, la problématique du télétravail et plus particulièrement le télétravail dans le cadre de la réglementation sur le bien-être a été proposée pour étude au Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail. Le but est que ce Conseil formule des propositions relatives à la problématique du télétravail dans le cadre de la réglementation sur le bien-être. Ces propositions seront utiles à l'élaboration d'une réglementation concernant le télétravail et en particulier, le travail à domicile, pour ce qui est du bien-être des travailleurs.

Jusqu'à présent le Conseil supérieur pour la prévention et la protection au travail n'a encore formulé aucune proposition. L'administration a été chargée de formuler des propositions relatives au règlement général pour la protection du travail.

Ici, je fais également référence à ma réponse à la question n° 125 du 17 septembre 2004 qui concerne le même objet et que vous avez posée. Jusqu'au jour d'aujourd'hui, le Conseil national du travail n'a pas encore formulé de recommandations suite à la demande d'avis. Il préfère implémenter d'abord l'Accord-cadre européen.

Een aantal wettelijke en reglementaire bepalingen (Codex welzijn op het werk en ARAB) moeten inderdaad aangepast worden door bepalingen ter bescherming van het welzijn van de werknemers, die onmogelijk bedoeld kunnen zijn ter bescherming van de thuiswerkende werknemers, uit het toepassingsgebied uit te sluiten of waar nodig aan te passen. Deze aanpassingen moeten evenwel beperkt blijven en kunnen enkel betrekking hebben enerzijds, op afwijkingen afgestemd op de diversiteit van de arbeidsplaatsen, anderzijds, op het veilig maken van de arbeidsmiddelen die ter beschikking worden gesteld van de thuiswerker.

Een regelgeving die te veel zou beantwoorden aan de diversiteit van de vormen waaronder telewerk/thuiswerk zich voordoet, zou zijn algemeen reglementerend karakter verliezen en verglijden *in casuïstiek*, wat te vermijden is.

Artikel 4 van de welzijnswet laat toe om bij koninklijk besluit bijzondere maatregelen vast te stellen om rekening te houden met de specifieke toestand van onder meer de thuiswerkers.

Om een reglementering ter zake te kunnen voorbereiden, werd de problematiek van het telewerk en inzonderheid het thuiswerk in het kader van de welzijnsreglementering voor onderzoek voorgelegd aan de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het Werk. De bedoeling is dat deze Raad voorstellen zal formuleren betreffende de problematiek van het thuiswerk in het kader van de welzijnsreglementering. Deze voorstellen zullen nuttig zijn bij het uitwerken van een reglementering inzake het telewerk en inzonderheid het thuiswerk, wat het welzijn van de werknemers betreft.

Tot nu toe werden vanuit de Hoge Raad voor preventie en bescherming op het werk geen voorstellen ter zake geformuleerd. Aan de administratie is ook de opdracht gegeven voorstellen te formuleren inzake het Algemeen Reglement op de Arbeidsbescherming.

Ik verwijs hiervoor eveneens naar mijn antwoord op de door u gestelde parlementaire vraag nr. 125 van 17 september 2004 die dezelfde zaak betreft. Tot op heden heeft de Nationale Arbeidsraad nog geen aanbevelingen geformuleerd op de adviesaanvraag. Zij opteren eerst het Europese Kaderakkoord te implementeren.